

- précisera la nature, l'objet et l'étendue du droit concédé et,
- comprendra les droits de reproduire, de représenter, de traduire, d'adapter, d'arranger, de modifier et de commercialiser les ADAPTATIONS et/ou les LOGICIELS DE BASE, objet de ce contrat.

Il est précisé qu'à compter de la réception de cette demande écrite, la PARTIE propriétaire des LOGICIELS DE BASE et/ou ADAPTATIONS concernés s'engage à négocier avec la PARTIE demanderesse dans un délai raisonnable.

Dans le cas où la PARTIE demanderesse doit faire face à des contraintes en termes de délais imposées par des TIERS (notamment prospects et clients potentiels), cette dernière en informe dès que possible la PARTIE propriétaire des LOGICIELS DE BASE et/ou des ADAPTATIONS en lui indiquant notamment ces contraintes. Dans ce cas, la PARTIE propriétaire des LOGICIELS DE BASE et/ou d'ADAPTATIONS s'engage à signer une lettre d'intention de négocier dans un délai de deux (2) mois à compter de la demande écrite et par laquelle elle s'engage à fournir une réponse claire et non équivoque sur l'octroi d'une licence relative à ses LOGICIELS DE BASE et/ou ses ADAPTATIONS ainsi que les conditions financières y afférentes. Il est précisé que la PARTIE propriétaire des ADAPTATIONS et/ou des LOGICIELS DE BASE s'engage à faire ses meilleurs efforts pour réduire dans la mesure du possible ledit délai de deux (2) mois et pour essayer de répondre le plus tôt possible.

Afin de garantir des conditions de négociation optimales, les PARTIES s'engagent au cours de l'exécution du CONTRAT à indiquer au Comité de Suivi que tel(le) ou tel(le) LOGICIELS DE BASE et/ou d'ADAPTATIONS d'une autre PARTIE pourrait être nécessaire à l'exploitation d'une EXTENSION et/ou d'un LOGICIEL COMMUN.

- (ii) *Exploitation des LOGICIELS DE BASE, des ADAPTATIONS, et des EXTENSIONS à des fins industrielles ou commerciales par la PARTIE qui en est propriétaire*

Chaque PARTIE peut exploiter et/ou faire exploiter les LOGICIELS DE BASE, les ADAPTATIONS, et les EXTENSIONS dont elle est seule propriétaire, et ce, de façon directe ou indirecte et comme elle l'entend. Cette liberté d'exploitation inclut notamment le droit d'octroyer des licences d'exploitation à une autre PARTIE ou à des TIERS.

- (iii) *Exploitation des LOGICIELS COMMUNS*

Tout LOGICIEL COMMUN fera l'objet d'un **règlement de copropriété**, qui sera établi entre les PARTIES copropriétaires dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

Les PARTIES copropriétaires s'engagent à négocier de bonne foi les termes et les modalités de ce **règlement de copropriété indépendant du présent CONTRAT**. Ce règlement devra notamment rappeler ou traiter des points suivants :

- o les modalités d'exercice de cette copropriété,
- o les modalités de protection des LOGICIELS COMMUNS par le dépôt de brevet ou de tout autre titre de propriété intellectuelle,
- o la prise en charge des coûts afférents à cette protection,
- o les modalités d'exploitation des LOGICIELS COMMUNS,
- o les critères et principes à respecter dans le cadre d'une négociation relative à l'octroi d'une licence d'exploitation sur ces LOGICIELS COMMUNS.

Toutefois, par le présent CONTRAT, il est d'ores et déjà convenu entre les PARTIES les dispositions suivantes, auxquels le règlement de copropriété ou toute exploitation des LOGICIELS COMMUNS ne pourra contrevenir :

- a- ledit règlement de copropriété **ne pourra pas contrevenir aux stipulations du présent CONTRAT** et notamment aux règles établies aux articles 8 et 9 du présent Accord;
- b- la Protection des LOGICIELS COMMUNS par tout autre titre de propriété industrielle devra être décidée conformément aux dispositions de l'article 7.4 du présent CONTRAT ;

- c- Il est convenu et acté entre les PARTIES que l'autre PARTIE copropriétaire de ce/ces LOGICIELS COMMUNS **recevra une compensation financière de la PARTIE copropriétaire exploitante** dont la nature et le mode de calcul seront définis en fonction des quotes-parts de copropriété des PARTIES telles que définies à l'article 10.1 (iii) du CONTRAT et après déduction de tous les frais réels engagés par l'INSTITUT ou ses AFFILIEES pour la valorisation des LOGICIELS COMMUNS. Cette déduction s'effectuera avant le versement de la rémunération.

Dans ce dernier cas et en complément de ce qui est indiqué ci-dessus, les PARTIES négocieront de bonne foi les modalités et les termes de cette compensation financière.

- d- Obligation d'information de l'autre PARTIE sur l'octroi de licences à des TIERS :

La PARTIE qui souhaite accorder une ou plusieurs licences à des TIERS portant sur les LOGICIELS COMMUNS, s'engage à informer l'autre PARTIE copropriétaire dans un délai raisonnable avant l'octroi de cette licence.

Cette information préalable de l'autre PARTIE copropriétaire lui permettra de vérifier si leurs intérêts légitimes pourraient être atteints à cette occasion. Les conditions de cette exploitation accordée à des TIERS seront discutées de bonne foi entre les PARTIES.

Dans tous les cas, l'autre PARTIE copropriétaire ne devra pas s'opposer indûment et de manière déraisonnée à l'octroi de cette ou ces licence(s) à un ou des TIERS.

Il est précisé que l'octroi de toute licence exclusive à un TIERS requiert l'accord conjoint et écrit des PARTIES copropriétaires.

Ce règlement de copropriété sera négocié et conclu avant tout acte d'exploitation directe ou indirecte par la PARTIE souhaitant exploiter ou ses AFFILIEES et **dans les six (6) mois à compter de la demande expresse de cette dernière.**

En l'absence d'accord dans ce délai de six (6) mois, les PARTIES conviennent par le CONTRAT que la PARTIE souhaitant exploiter pourra commencer cette exploitation des LOGICIELS COMMUNS, en contrepartie du versement à/aux autres(s) PARTIES copropriétaire(s) d'une somme forfaitaire égale à cent dix pour-cent (110%) du coût complet de l'ETUDE indiqué en Annexe 2 du CONTRAT qui est supporté par cette/ces autres(s) PARTIES copropriétaire(s). Cette somme forfaitaire est appelée « CASH LIBERATOIRE ».

Nonobstant le CASH LIBERATOIRE susvisé, dans le cas où la PARTIE exploitante constate que les LOGICIELS COMMUNS constituent une SUPER-EXPLOITATION, cette dernière versera à/aux autres(s) PARTIES copropriétaire(s) une contrepartie supplémentaire.

Cette contrepartie financière supplémentaire prendra la forme de redevances dont le taux est négocié de bonne foi entre les PARTIES.

La PARTIE exploitante informe dans les meilleurs délais la/les autres(s) PARTIES copropriétaire(s) de la survenance d'une hypothèse de SUPER-EXPLOITATION, afin de discuter du versement de cette contrepartie financière supplémentaire.

ARTICLE 11 – DROITS D'AUTEURS

Dans l'hypothèse où les ŒUVRES relèvent du droit d'auteur et nonobstant les droits des TIERS, les PARTIES seront co-titulaires de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférent aux ŒUVRES. Elles s'engagent à conclure avant toute exploitation un règlement de copropriété et d'exploitation.

Chacune des PARTIES concède respectivement aux autres PARTIES gratuitement en tant que de besoin les droits patrimoniaux relatifs audites ŒUVRES chaque concédant recevant des autres copropriétaires les droits identiques à ceux qu'il a cédés relativement à leurs droits patrimoniaux y-relatifs.

La cession sera réputée effective au fur et à mesure de la création des ŒUVRES pour le territoire du monde entier et pour toute la durée de leur protection par le droit de la propriété intellectuelle.

Les PARTIES détiendront sur les ŒUVRES, les droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation et de mise sur le marché tels que définis ci-après :

- Le droit d'utilisation comporte notamment le droit d'utiliser les ŒUVRES pour tous usages, à des fins de recherche et de développement ou d'exploitation, pour les besoins propres du cessionnaire ou au profit de TIERS ;
- Le droit de reproduction comporte notamment le droit de procéder à toutes reproduction nécessaire aux actes de chargement, affichage sur écran, exécution, transmission, stockage, le droit de reproduire ou de faire reproduire les ŒUVRES, par tous moyens, sous formes et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, notamment informatiques (disquettes, CD-Rom, disques durs), papier (documentation technique) ou sur tous réseaux analogiques ou numériques, privés ou ouverts au public (Internet, Intranet), nationaux et/ ou internationaux,
- Le droit de représentation comporte notamment le droit de communiquer tout ou partie des ŒUVRES au public, par tous procédés quels qu'ils soient notamment sur tous supports connus ou à découvrir, et notamment sur les réseaux tels que Internet, intranet et extranet, en tous pays, par tous procédés inhérents à ce mode d'exploitation et notamment par vidéogramme ou vidéodisque, et notamment à des fins de démonstration,
- Le droit d'adaptation comporte notamment le droit d'adapter en tout ou partie, d'arranger, de corriger les erreurs, de traduire en tout langage, ou de modifier de toute autre façon les ŒUVRES, notamment par suppression, ajout, intégration totale ou partielle dans un autre logiciel, et de reproduire, utiliser et mettre sur le marché comme défini au présent article les ŒUVRES,
- Le droit de mise sur le marché comporte le droit de commercialiser les ŒUVRES, de les distribuer, louer à titre gratuit ou onéreux, prêter ou d'assurer toute prestation de service utilisant directement ou indirectement les ŒUVRES et/ou d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession de licence, simple ou exclusive, sous réserve dans ce dernier cas d'avoir obtenu l'accord écrit et préalable des autres PARTIES dans les conditions fixées dans le règlement de copropriété et d'exploitation y afférent, transférable ou non transférable, à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie des droits d'utilisation, de reproduction, d'adaptation et/ou de mise sur le marché des ŒUVRES tels que définis ci-dessus.

Si besoin, les PARTIES s'engagent à négocier de bonne foi tout acte leur permettant d'exercer les droits susmentionnés conformément aux présentes.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS/COMMUNICATIONS

12.1 CONFIDENTIALITE

12.1.1 Absence d'obligation de communiquer des informations

Chaque PARTIE transmet aux autres PARTIES les seules CONNAISSANCES PROPRES qu'elle juge nécessaires à l'exécution de l'ETUDE, sous réserve du droit des TIERS.

Aucune stipulation du CONTRAT ne peut être interprétée comme obligeant l'une des PARTIES à divulguer des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution de l'ETUDE.

12.1.2 Engagements de confidentialité

La PARTIE qui reçoit une INFORMATION CONFIDENTIELLE d'une des autres PARTIES s'engage, à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la PARTIE qui les divulgue :

- soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elle accorde à ses propres INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ;
- à n'utiliser les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qui lui sont communiquées par l'autre PARTIE, que pour les besoins de l'ETUDE, sauf à obtenir l'accord écrit, exprès et préalable de la Partie qui les lui a divulgué,
- ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ou sous-traitants qui sont impliqués dans l'ETUDE et ayant un besoin substantiel à les connaître, à la condition qu'ils soient eux-mêmes soumis à des engagements de confidentialité contractuels ou statutaires au moins aussi contraignants que ceux du CONTRAT,
- ne soient utilisées que pour les besoins et les finalités définies dans le CONTRAT.

Si une des PARTIES doit, aux termes de la loi ou d'une décision de justice, divulguer l'INFORMATION CONFIDENTIELLE de l'autre PARTIE, elle devra l'en aviser promptement, et dans tous les cas préalablement, par tout moyen approprié (y inclus par fax ou e-mail) de façon à donner à l'autre PARTIE l'opportunité de s'opposer à cette divulgation.

Enfin, les PARTIES s'interdisent toute divulgation quelle qu'elle soit, à quelque TIERS que ce soit, des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, sauf accord écrit exprès et préalable du PARTIE propriétaire.

Toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES et leurs reproductions transmises par une PARTIE à une autre PARTIE dans le cadre du CONTRAT restent la propriété de la PARTIE qui les a divulguées, sous réserve des droits des TIERS, et doivent être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande.

12.1.3 Durée de confidentialité

La PARTIE qui reçoit d'une autre PARTIE une INFORMATION CONFIDENTIELLE constituant une CONNAISSANCE PROPRE ou une CONNAISSANCE NOUVELLE PROPRE est tenue au respect des engagements de confidentialité mentionnés au 12.1.2 pendant la durée du CONTRAT et **les cinq (5) ans qui suivent** le terme ou la résolution du CONTRAT pour quelque cause que ce soit.

La PARTIE qui a connaissance d'un RESULTAT à l'occasion de l'exécution du CONTRAT ou en relation avec le CONTRAT, est tenue au respect des engagements de confidentialité mentionnés au 12.1.2 pendant la durée du CONTRAT et **les six (6) mois** qui suivent le terme ou la résolution du CONTRAT pour quelle que cause que ce soit.

Les PARTIES pourront convenir de proroger la durée de confidentialité des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dans l'hypothèse de la constitution d'un DOSSIER TECHNIQUE SECRET établi conformément à l'article 3.6.2 du CONTRAT.

12.1.4 Statut des AFFILIEES

Il est précisé que les AFFILIEES ne seront pas considérées comme des TIERS pour les besoins des présentes, étant entendu que chaque PARTIE s'engage à répercuter auprès de ses AFFILIEES des obligations de confidentialité équivalentes aux présentes.

Les PARTIES conviennent donc que la communication et/ou transmission de RESULTATS des autres PARTIES aux AFFILIEES est libre, sous réserve du respect par ces dernières de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 12.1 du CONTRAT.

12.1.5 Limites aux engagements de confidentialité

La PARTIE qui reçoit les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES peut communiquer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;

- qu'elles étaient déjà en sa possession avant la conclusion du CONTRAT,
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite,
- que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la PARTIE dont elles émanent,
- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la PARTIE qui les reçoit sans qu'ils aient eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

12.1.6 Absence de transfert de droits afférents aux INFORMATIONS CONFIDENTIELLES du fait de leur communication

Aucune disposition de ce CONTRAT n'implique :

- une renonciation, pour la PARTIE qui les communique, à la protection d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- une cession ou concession, par la PARTIE qui communique les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres PARTIES.

12.2. PUBLICATION ET COMMUNICATION

12.2.1 Publications et communications

- a- *Projet de publication/communication des CONNAISSANCES PROPRES et/ou CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES des autres Parties*

Pendant le Projet **et cinq (5) ans après son terme**, tout projet de publication et/ou communication des CONNAISSANCES PROPRES et/ou des CONNAISSANCES NOUVELLES PROPRES des autres PARTIES, n'est pas possible par la PARTIE souhaitant publier/communiquer lesdites connaissances dès lors que ces dernières sont des « INFORMATIONS CONFIDENTIELLES » au sens de la définition de l'article 1 du CONTRAT, sauf en cas d'obtention de l'accord préalable et écrit de la Partie qui en est propriétaire avant tout projet de publication/communication.

- b- *Projet de publication/communication des RESULTATS*

Toute publication ou communication de RESULTATS, devra recevoir, pendant la durée du CONTRAT **et les six (6) mois qui suivent son expiration**, l'accord écrit des autres PARTIES qui feront connaître leur décision dans un **délai maximum de un (1) mois** à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'avis des autres PARTIES qui pourront supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des RESULTATS des autres PARTIES. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle, une des PARTIES pourra retarder la publication ou la communication d'une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la demande.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des PARTIES à la réalisation de l'ETUDE.

12.2.2 Rapports d'activité – Soutenance de thèses

Ces stipulations en matière de confidentialité et de publication ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'ETUDE de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;

- ni à la soutenance de diplôme des chercheurs et ingénieurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du CONTRAT, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains RESULTATS.

Au cas où une des PARTIES, après examen du projet de mémoire de Thèse, jugerait qu'il y a lieu de garder confidentielle une partie des RESULTATS, le/la Doctorant(e) devra reporter les informations concernant ces RESULTATS dans une annexe non publiable et l'indiquer à son école doctorale.

Cette annexe sera fournie par le Comité de suivi aux membres du jury de la Thèse. Ceux-ci s'engageront par écrit à conserver les informations confidentielles pendant une durée ne pouvant excéder la durée de confidentialité prévue au CONTRAT.

12.2.3 Cahier de laboratoire

Les cahiers de laboratoire utilisés par le personnel du LABORATOIRE ou de l'INSTITUT pendant l'ETUDE sont la propriété respective des PARTIES.

Si l'une des PARTIES souhaite avoir accès aux cahiers de laboratoire de l'autre PARTIE au sujet de l'ETUDE, elle pourra en faire la demande. Cette demande ne pourra être réalisée que dans l'hypothèse d'un conflit sur la propriété des RESULTATS.

Les informations contenues dans le Cahier de laboratoire sont considérées comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

ARTICLE 13 – DUREE

Le CONTRAT entre en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble des Parties avec un effet rétroactif au 1^{er} octobre 2018 et est conclu pour une durée de trois (3) ans, soit jusqu'au 30 septembre 2021.

Il peut être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précise notamment l'objet de cette prolongation.

Nonobstant l'échéance du CONTRAT ou sa résolution, les dispositions prévues aux articles 8 à 12 demeureront en vigueur pour les durées qui leurs sont propres.

ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE

Le CONTRAT est conclu *intuitu personae*. Par conséquent, il est personnel, incessible et intransmissible.

En cas de restructuration du capital de l'une des PARTIES entraînant une fusion, cession ou toute autre transformation visant à modifier les caractéristiques *intuitu personae* de cette PARTIE prises en compte pour la conclusion du CONTRAT, un avenant sera élaboré, sauf volonté contraire des PARTIES, pour tenir compte de la reprise du CONTRAT par la nouvelle entité.

ARTICLE 15 – INTEGRALITE DE L'ACCORD

Le CONTRAT, assorti de ses Annexes, exprime l'intégralité des obligations des PARTIES.

A l'exception de l'Annexe 3 qui peut être mise à jour par le Comité de Suivi conformément aux dispositions de l'article 3.6.2, le CONTRAT ne pourra être modifié que par un avenant dûment signé entre les représentants habilités des PARTIES.

Le fait, pour l'une des PARTIES, de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre PARTIE à l'une quelconque des obligations visées au CONTRAT, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cours.

ARTICLE 16 – INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du CONTRAT étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Les PARTIES procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du CONTRAT.

ARTICLE 17 – USAGE DU NOM OU DE LA MARQUE

Il est rappelé à chacune des PARTIES que :

- les sigles « VEDECOM » et/ou « institut VEDECOM » et/ou « IVM » et les logos ont été déposés par l'INSTITUT à titre de marque ;
- le sigle « ULL2 », la mention « Université Lumière Lyon 2 » et le logo ont été déposés par le LABORATOIRE/les ETABLISSEMENTS à titre de marque.

Chaque PARTIE s'engage à ne pas utiliser ni faire référence aux dénominations sociales ou aux marques des autres PARTIES, à quelque fin que ce soit, sans autorisation préalable, expresse et écrite de la PARTIE propriétaire de la marque ou de la dénomination sociale concernée.

L'utilisation des marques et dénominations sociales de l'une des PARTIES pourra faire l'objet de conventions particulières, notamment dans le cadre d'actions de communication ou d'expositions relative à l'ETUDE et ou au CONTRAT. Ces conventions devront être signées préalablement à toute utilisation de ces marques et dénominations sociales.

ARTICLE 18 – LANGUE

Le CONTRAT a été établi en langue française.

ARTICLE 19 – RESILIATION

19.1. Résiliation anticipée pour manquement

En cas de manquement par l'une des PARTIES à ses obligations décrites aux articles 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14 et 17, et avant tout envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la PARTIE défaillante, les PARTIES s'engagent à entrer en discussion afin d'essayer de trouver une solution.

A défaut de solution trouvée dans un délai de trois (3) mois à compter de l'inexécution constaté par l'autre PARTIE, le CONTRAT peut être résilié de plein droit par la PARTIE plaignante en cas d'inexécution par l'une des autres PARTIES d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation ne devient effective qu'un (1) mois après l'envoi par la PARTIE plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la PARTIE défaillante et exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la PARTIE défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la PARTIE plaignante du fait de la résiliation anticipée du CONTRAT.

19.2 Résiliation anticipée en cas d'incapacité ou d'abandon de la part du Doctorant

En cas d'incapacité temporaire ou définitive ou d'absence répétée, prolongée ou définitive, ou en cas d'abandon du Doctorant en cours d'ETUDE, les Parties conviennent que le CONTRAT sera réputé résilié de manière rétroactive à compter de la date de réception par l'autre PARTIE d'un courrier recommandé AR ou d'un email avec accusé réception l'informant de la situation.

19.3 Résiliation de plein droit

Le CONTRAT sera résilié automatiquement et de plein droit :

- en cas de soutenance anticipée et volontaire de la Thèse de la part du Doctorant et à la condition que l'encadrement scientifique du LABORATOIRE ne soit plus nécessaire et poursuivi à compter de la soutenance anticipée de la Thèse;
- en cas de la résiliation du contrat de travail entre l'INSTITUT et le Doctorant, qui aurait pour effet la disparition automatique de l'objet de la présente collaboration entre les PARTIES. L'INSTITUT s'engage à le faire savoir sans délai aux ETABLISSEMENTS.

19.4 Force majeure

Le CONTRAT sera résilié de plein droit dans le cas où un événement de force majeure, au sens de l'article 1218 du code civil, produirait un retard dans la réalisation des engagements d'une des PARTIES de plus de soixante-dix (70) jours.

D'une façon générale, chaque PARTIE s'engage à informer l'autre de tout événement susceptible d'avoir une incidence sur la présente collaboration.

ARTICLE 20 – LOI APPLICABLE, LITIGES

Le CONTRAT est soumis aux lois et règlements français.

Tous différends entre les PARTIES relatifs à la conclusion, l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution et la résolution du CONTRAT ou de l'une quelconque de ses clauses, que les PARTIES ne pourraient pas résoudre à l'amiable pendant une durée de plus de six (6) mois, seront portés devant les juridictions françaises compétentes.

ARTICLE 21 – ELECTION DE DOMICILE

Les PARTIES élisent domicile pour toutes les correspondances, adressées par courrier recommandé AR, relatives à l'exécution du CONTRAT aux adresses suivantes :

- pour LES ETABLISSEMENTS :

Université Lumière Lyon 2
Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales
86 rue Pasteur
69365 Lyon Cedex 07

- pour l'INSTITUT :

Institut VEDECOM
Direction Administrative et Financière
77 rue des Chantiers
78000 VERSAILLES

ARTICLE 22 – ANNEXES

- annexe 1 : Annexe scientifique et technique
- annexe 2 : Annexe financière

- annexe 3 : Connaissances propres des Parties et limites d'utilisation et/ou d'exploitation y afférentes
- annexe 4 : Brevets nouveaux
- annexe 5 : Liste des Affiliées

Fait en deux (2) exemplaires, un ayant été remis à chacune des Parties.

A VERSAILLES Le _____ Pour VEDECOM Monsieur Philippe WATTEAU Directeur Général	A LYON Le _____ Pour l'Université Lumière Lyon 2 Madame Nathalie Dompnier Présidente
--	--

ANNEXE 1 : ANNEXE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

« Analyse et évolution de la confiance et la sécurité perçue dans la conduite autonome »

CONTEXTE & ETAT DE L'ART

Le véhicule autonome (VA) de haut niveau (niveaux 3-5 de la SAE, 2013) est attendu sur les routes européennes dans les prochaines décennies (ERTRAC, 2017). Si une partie de l'opinion publique adhère à l'idée que cette technologie sera plus sûre (Salonen, 2018), une autre partie reste réticente à l'idée de monter dans un VA (American Automobile Association, 2017). Afin de garantir la sécurité et l'acceptation de cette nouvelle technologie, il est donc important d'étudier, parallèlement au développement technologique, les aspects liés aux facteurs humains tels que la **confiance** et la **sécurité perçue**.

La confiance est l'un des principaux facteurs qui peut déterminer le bon ou le mauvais usage des VA ; un faible niveau de confiance (sous-confiance) peut conduire à une sous-utilisation ou un rejet du système. A l'inverse, une confiance excessive (sur-confiance) peut entraîner une dépendance inconditionnelle et donc une absence de surveillance du système et de prise en compte de ses limites (Parasuraman & Riley, 1997). Un nombre important de facteurs liés à l'utilisateur, à l'environnement et au système a été identifié comme pouvant influencer la confiance dans l'automatisation (Hoff & Bashir, 2014). Cependant, leur contribution respective dans le domaine spécifique du VA reste encore peu étudiée. C'est le cas en particulier de la sécurité perçue à bord du VA : elle est considérée sous différentes formes pour évaluer l'acceptabilité a priori de ce futur mode de transport. La sécurité perçue peut être influencée, par exemple, par l'ambiance sensorielle (Allinc, Cahour, & Burkhardt, 2007), le sentiment de contrôle (Ellaway, Macintyre, Hiscock, & Kearns, 2003), la transparence du système (Koo et al., 2015) ou la performance du système (Millard-Ball, 2016). Bien qu'étant un élément majeur, elle n'a néanmoins jamais été directement un objet d'étude et les principaux facteurs dont elle dépend sont encore méconnus.

A cette question s'ajoute l'évolution dans le temps de la confiance et la sécurité perçue (comme pour d'autres dimensions psychologiques) avec l'expérience de l'utilisation du système. En effet, l'automatisation de la conduite impliquera sans doute un changement significatif dans la façon traditionnelle de conduire, un changement auquel le conducteur devra adapter son comportement. L'adaptation comportementale a été définie comme « les comportements qui peuvent survenir suite à l'introduction de changements dans le système route-véhicule-utilisateur et qui ne sont pas attendus par l'initiateur du changement » (OECD, 1990). On peut considérer que, parmi ces changements, on observera des ajustements au niveau de la confiance et la sécurité perçue qui pourront évoluer au cours du temps. Ainsi, il est fortement probable qu'il existe des différences dans le comportement des conducteurs à différents moments de l'utilisation du VA : avant l'expérience avec le système autonome, pendant les premiers contacts avec le système (phase d'apprentissage) et après une période d'exposition plus prolongée (phase d'intégration) (Saad et al., 2004). Plusieurs études ont déjà montré l'impact de la conduite autonome sur le comportement des conducteurs (i.e., modification de la charge mentale, réduction de la conscience de la situation, etc.) (de Winter, Happee, Martens, & Stanton, 2014). Cependant, la plupart de ces résultats ont été obtenus après une courte exposition au système (5-15 minutes). Certains effets de la conduite autonome sont donc susceptibles d'émerger uniquement avec une utilisation prolongée du système. Il est donc important d'examiner les effets de la conduite autonome sur la confiance et la sécurité perçue à plus long terme.

Enfin, l'évaluation de la confiance et la sécurité perçue sont mesurées en général de façon subjective par le biais de questionnaires ou d'entretiens d'auto-confrontation. Reste à explorer si d'autres types d'indicateurs provenant de mesures physiologiques ou comportementales pourront être aussi pertinents. L'intérêt de ce sujet a été déjà souligné dans la roadmap de VEDECOM et par le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) PSA-Renault et il répond aux thématiques fixées dans les orientations du triennal 2017-2020 ainsi que dans le groupe de travail NFI « Facteurs Humains et IHM ».

OBJECTIFS

L'objectif général de cette thèse est d'analyser la confiance et la sécurité perçue dans la conduite autonome, ainsi que d'examiner son évolution au cours du temps.

Le but sera d'abord de faire une revue de littérature afin de déterminer les principales composantes de la confiance et de la sécurité perçue, ainsi que des principaux facteurs qui les influencent.

A partir de cette revue de littérature, une série d'études sera programmée au cours de cette thèse dans des conditions de conduite simulée (sur simulateur de conduite) ainsi que dans des conditions réelles (sur véhicule type magicien d'Oz). Différents cas d'usage seront envisagés afin de confronter l'utilisateur à des situations qui pourraient affecter son comportement vis-à-vis du système (ex. mise en sécurité du système, conduite dans des conditions météorologiques dégradées, etc.).

L'évolution de la confiance et de la sécurité perçue au cours du temps sera analysée grâce aux mesures subjectives mais aussi au travers de mesures physiologiques (e. activité cardiaque), du comportement visuel (e.g. nombre de regards à la route), de l'activité posturale (e.g. position des pieds) ou de la performance de conduite (e.g. temps de réaction à la reprise en main).

Les résultats obtenus à l'issue de cette thèse permettront d'identifier les indicateurs qui influencent le plus la confiance et la sécurité perçue ainsi que les effets de la conduite autonome au cours du temps. Ces résultats devront permettre également d'orienter des recherches approfondies sur la conception et le design des IHM.

ANNEXE 2 : ANNEXE FINANCIÈRE

Coût complet de l'ETUDE pour les ÉTABLISSEMENTS (€HT)		Coût complet de l'ETUDE pour VEDECOM (€HT)	
Coûts environnés liés aux personnels permanents	40 000,00	Coûts liés aux personnels permanents	22 000,00
Coûts environnés liés aux personnels temporaires	-	Coûts liés aux personnels temporaires	-
Achat de matériel/logiciel spécifique	2 000,00	Achat de matériel	-
Amortissement de matériel	5 000,00	Amortissement de matériels	15 000,00
Frais de mission	8 000,00	Frais de mission	6 000,00
Sous-traitance	-	Sous-traitance	3 000,00
Autres dépenses (consommables...)	1 500,00	Autres dépenses (consommables...)	1 000,00
Frais de gestion et des structure	22 600,00	Frais de gestion et de structure	72 000,00
		Coûts liés au Doctorant	132 462,00
Total ETABLISSEMENTS	79 100,00	Total VEDECOM	251 462,00
Déduction de la participation forfaitaire financière de VEDECOM aux coûts de l'ETUDE versée aux ETABLISSEMENTS	- 45 000,00	Participation forfaitaire financière de VEDECOM aux coûts de l'ETUDE versée aux ETABLISSEMENTS	45 000,00
Contribution financière totale des ÉTABLISSEMENTS (€HT)	34 100,00	Contribution financière totale de VEDECOM (€HT)	296 462,00
Coût complet pour les PARTIES			330 562,00

ANNEXE 3 : CONNAISSANCES PROPRES DES PARTIES ET LIMITES D'UTILISATION ET/OU D'EXPLOITATION Y AFFERENTES

POUR L'INSTITUT

CONNAISSANCES PROPRES	LIMITES D'UTILISATION ET/OU D'EXPLOITATION*
Etude/rapport interne : « Effets de la durée de conduite autonome en absence d'une tâche de vie à bord sur la reprise en main »	
Etude/rapport interne : « Analyses ergonomiques de l'activité du conducteur en VA »	
Etude/rapport interne : « Analyse et évolution de la confiance pendant la conduite autonome »	

**Limites d'utilisation et/ou d'exploitation liées à d'éventuelles obligations contractées auprès de TIERS ou d'AFFILIEES*

POUR LES ETABLISSEMENTS

CONNAISSANCES PROPRES	LIMITES D'UTILISATION ET/OU D'EXPLOITATION*

**Limites d'utilisation et/ou d'exploitation liées à d'éventuelles obligations contractées auprès de TIERS ou d'AFFILIEES*

N.B : les CONNAISSANCES PROPRES des PARTIES sont mises à disposition à des fins de réalisation de l'ETUDE et strictement pour la durée de celle-ci. Toute autre utilisation ou exploitation nécessite l'obtention de droits d'utilisation ou d'exploitation de la part du titulaire ou du propriétaire de la CONNAISSANCE PROPRE concernée (art. 9 et 10 du CONTRAT).

ANNEXE 4 : BREVETS NOUVEAUX

A - PRINCIPES GENERAUX

La présente Annexe édicte les principes s'appliquant aux demandes de BREVETS NOUVEAUX ainsi qu'à leur maintien. Ces principes devront être précisés dans un **règlement de copropriété** devant être signé dans les meilleurs délais suivant le dépôt de la première demande de brevet

Sauf cas de renonciation de l'une des PARTIES comme prévu ci-dessous, les BREVETS NOUVEAUX sont déposés, en France et à l'étranger, aux noms conjoints des ETABLISSEMENTS et de l'INSTITUT.

La gestion et le suivi des BREVETS NOUVEAUX, depuis la date de dépôt de la première demande de BREVETS NOUVEAUX jusqu'à leur mise dans le domaine public, sont confiés à l'INSTITUT. Ce dernier est donc le GESTIONNAIRE des BREVETS NOUVEAUX.

Dans le cadre de la gestion et du suivi des BREVETS NOUVEAUX, l'INSTITUT sera l'interlocuteur unique des ETABLISSEMENTS et agira pour le compte de ces derniers.

L'INSTITUT assurera le relais de l'ensemble des échanges d'informations entre les ETABLISSEMENTS et lui-même dans la gestion et le suivi des BREVETS NOUVEAUX.

Il est convenu entre les PARTIES que l'INSTITUT pourra déléguer son rôle de GESTIONNAIRE et de mandataire à un TIERS pour la gestion des BREVETS NOUVEAUX étant entendu que le TIERS est agréé par le Comité de valorisation de l'INSTITUT.

Les PARTIES concernées prennent acte et s'engagent à donner mandat à ce TIERS pour le suivi et la gestion des BREVETS NOUVEAUX.

L'INSTITUT évalue l'opportunité de déposer des BREVETS NOUVEAUX, et en informe les autres PARTIES.

Sous réserve du respect de la confidentialité des CONNAISSANCES NOUVELLES CONJOINTES concernées, si l'INSTITUT ne désire pas protéger par un BREVET NOUVEAU les CONNAISSANCES NOUVELLES CONJOINTES, il en avise les autres PARTIES dans les meilleurs délais de façon à ce que les autres PARTIES puissent procéder au dépôt à leurs seul nom et profits.

B – DEPOT, MAINTIEN ET EXTENSION DES BREVETS NOUVEAUX

Les PARTIES s'engagent :

- à se communiquer toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt et à l'obtention des BREVETS NOUVEAUX;
- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés en accord avec les dispositions légales en vigueur, dans les demandes de BREVETS NOUVEAUX ;
- à ce que leurs personnels, cités comme inventeurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des BREVETS NOUVEAUX, en particulier qu'ils signent la cession de droits liés à la procédure américaine.

Chaque PARTIE s'engage à conclure, dans les plus bref délais, tous les accords qui lui feraient encore défaut, avec toute personne physique ou morale impliquée, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, dans la réalisation de l'ETUDE et l'obtention des CONNAISSANCES NOUVELLES.

De plus, les PARTIES s'engagent à ce que les membres de leurs personnels cités comme inventeurs fournissent les signatures nécessaires et prennent les mesures leur incombant en qualité d'inventeurs et nécessaires au dépôt, à l'extension, à la délivrance et au maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX.

L'INSTITUT et les ETABLISSEMENTS partagent en fonction de leurs quotes-parts de copropriété tous les frais afférents au dépôt, à la procédure de délivrance, au maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX, ainsi que ceux engendrés par leur éventuelle extension à l'étranger.

Au cas où l'INSTITUT souhaiterait abandonner son rôle de gestion et de suivi des BREVETS NOUVEAUX, il devra le notifier aux autres PARTIES au moins soixante (60) jours avant la prochaine échéance de procédure de Propriété Industrielle afin que l'une d'entre elles puisse reprendre cette responsabilité, si elle souhaite.

L'INSTITUT s'engage à consulter les autres PARTIES dans les meilleurs délais avant d'entreprendre toute action relative aux procédures ou sur le choix des procédures relatives à l'un quelconque des BREVETS.

Si l'INSTITUT renonce à étendre les BREVETS NOUVEAUX, il en avise les autres PARTIES, qui peuvent alors effectuer les procédures nécessaires à leurs seuls noms et profits.

L'INSTITUT s'engage à ne pas entreprendre de frais de propriété industrielle exceptionnels pour l'un quelconque des BREVETS NOUVEAUX, et notamment pour les procédures d'appels, d'interférences, d'oppositions, de réexamens ou de reissues, sans le consentement préalable écrit des autres PARTIES. Toutefois, en cas d'extrême urgence sur la protection du BREVET NOUVEAU, l'INSTITUT pourra entamer des démarches administratives strictement nécessaires à cette protection. Dans ce dernier cas, l'INSTITUT s'engage à en informer dès que possible les ETABLISSEMENTS.

Si l'une des PARTIES :

- décide d'abandonner un des BREVETS NOUVEAUX, ou
 - ne souhaite pas participer à l'extension ou à la poursuite de la procédure dans un pays particulier,
- alors elle le notifiera par écrit aux autres PARTIES avant la prochaine échéance de procédure de Propriété Industrielle.

L'autre PARTIE devra faire connaître son intention dans les plus brefs délais :

- soit de conserver ce BREVET NOUVEAU pour elle-même,
- soit d'abandonner également le BREVET NOUVEAU concerné ou de ne pas participer à l'extension ou à la poursuite de la procédure dans un pays particulier.

Dans ce dernier cas, la PARTIE abandonnant le BREVET concerné cédera sa quote-part de copropriété à l'autre PARTIE.

Les PARTIES s'engagent à discuter de bonne foi des modalités et termes de cette cession et notamment des conditions financières d'un abandon complet du BREVET, l'autre PARTIE remboursera à la PARTIE cédante les frais engagés préalablement pour le maintien du BREVET au prorata des quotes-parts de copropriété résultantes.

La PARTIE qui abandonne sa quote-part s'engage à fournir aux autres PARTIES toutes les signatures et tous les documents nécessaires à la poursuite de la procédure de l'un quelconque des BREVETS NOUVEAUX abandonnés.

C – CESSION

Chaque PARTIE peut céder à tout moment sa quote-part sur tout ou partie des BREVETS.

a) La PARTIE cédante doit au préalable notifier aux autres PARTIES son intention de céder lesdits droits et leur transmettre le nom, l'adresse du cessionnaire potentiel et les conditions financières de la cession.

En cas de cession par l'une des PARTIES à un TIERS, l'autre PARTIE non cédante bénéficie d'un droit de préemption pendant une période de quarante (40) jours calendaires à compter de la réception de ladite notification. Durant cette période, la PARTIE non cédante pourra exercer son droit de préemption aux conditions initialement proposées ou bien à des conditions plus avantageuses.

b) A l'issue de cette première période de quarante (40) jours, la PARTIE cédante notifie aux **MEMBRES** ou aux **AFFILIES de l'une ou l'autre des Parties** qu'il dispose d'un droit de préemption pendant une période de trente (30) jours calendaires à compter de la fin de cette première période et leur transmet :

- le nom, l'adresse du cessionnaire potentiel et,
- les conditions financières de la cession proposées par la PARTIE cédante.

Durant cette période de trente (30) jours, les MEMBRES ou les AFFILIES pourront exercer leur droit de préemption « a minima » aux conditions initialement proposées ou bien à des conditions plus avantageuses. La meilleure proposition pourra être retenue par la PARTIE cédante.

c) Au-delà du terme de cette seconde période de trente (30) jours calendaires mentionnée ci-dessus, la PARTIE cédante pourra réaliser la cession avec le TIERS initial.

En tout état de cause, les modalités de cession des BREVETS à un TIERS non AFFILIEES ou non MEMBRE ne doivent en aucun cas être plus favorables que celles proposées aux autres AFFILIEES ou MEMBRES de l'une des Parties.

Dans l'hypothèse d'une cession de quote-part de tout ou partie des BREVETS NOUVEAUX à un MEMBRE, AFFILIEE ou TIERS non AFFILIEE ou non MEMBRE, l'acte de cession doit stipuler que le cessionnaire se trouve subrogé à la PARTIE cédante dans l'ensemble des droits et obligations incombant au cédant du fait de la cession.

La PARTIE cédante s'engage à fournir aux autres PARTIES et/ou au MEMBRE, AFFILIEE ou TIERS cessionnaire toutes les signatures et documents nécessaires à la poursuite des procédures de propriété intellectuelle relatives aux BREVETS NOUVEAUX.

De plus, la PARTIE cédante s'engage à ce que les membres de son personnel cités comme inventeurs fournissent les signatures nécessaires et prennent les mesures nécessaires au dépôt et au maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX et plus généralement à toute procédure de propriété intellectuelle relative aux BREVETS NOUVEAUX.

D - ACTIONS EN JUSTICE

En cas d'actions en contrefaçon engagées par un TIERS à l'encontre des BREVETS NOUVEAUX, de déclarations d'invalidité, de réclamations ou de contrefaçon des BREVETS NOUVEAUX par un TIERS, les PARTIES se concertent afin de déterminer d'un commun accord la stratégie à tenir et se fournissent tous les éléments dont ils disposent permettant d'apprécier la nature et l'ampleur de celle-ci.

Elles se concertent, dans un délai raisonnable compte tenu de la procédure envisagée, sur les différentes actions à mener.

Elles échangent en outre tous documents, pouvoirs et signatures utiles à une mise en œuvre des actions décrites ci-après.

Dans le cas où un consensus ne pourrait être obtenu, chacune des PARTIES peut exercer seule et à ses propres frais les actions qui lui paraissent opportunes, étant entendu que, dans ce cas, les indemnités résultant desdites actions allouées par la juridiction délibérante sont intégralement et irrévocablement la propriété de la PARTIE agissante.

Les PARTIES n'ayant pas engagé d'action s'engagent dans un délai raisonnable compte tenu de la procédure envisagée à fournir tous les documents, pouvoirs ou informations qui seraient nécessaires à la PARTIE engageant des poursuites pour les actions susvisées.

ANNEXE 5 : LISTE DES AFFILIÉES A LA DATE DE SIGNATURE DU CONTRAT

- **POUR L'INSTITUT**

VEDECOM Tech

- **POUR LES ETABLISSEMENTS**

Néant.

